

La Voix des Travailleurs

Bulletin du groupe communiste trotskiste **La Lutte**

28 Septembre 2017

« Prolétaires de tous les pays, unissez-vous » Karl Marx

Stib

Hypocrites, démagogues et salauds

Entre ses tweets racistes et ses provocations, Théo Francken, le secrétaire d'Etat NVA à l'immigration poursuit sa politique anti-immigrés. A Bruxelles, quatre ou cinq cent réfugiés campent dans des conditions précaires au parc Maximilien. Francken, qui ne veut pas entendre parler de leur donner un statut quelconque, les harcèle en permanence en faisant confisquer leurs vêtements ou leurs sacs de couchages dès qu'ils ont le dos tourné. Récemment, il y a envoyé la police procéder à une rafle qui a mené à l'arrestation de quelques dizaines de Soudanais. Francken a appelé son opération un « nettoyage ». Ensuite, il a fait venir des représentants du Soudan pour identifier ses prisonniers alors que ce pays est une dictature notoire dont le président est poursuivi pour crimes contre l'humanité. Evidemment, cela a fait scandale. Comme quand il accuse Médecins Sans Frontières d'être des « complices des passeurs » quand ils envoient des navires en Méditerranée pour secourir ceux qui risquent leur vie pour échapper à la misère dans des embarcations de fortune. Et l'an dernier, Francken s'est illustré en menant une bataille juridique féroce pour empêcher une famille syrienne d'avoir un visa.

Non seulement cela ne gêne pas Francken de se comporter comme un salaud, mais il se nourrit de cette image. Il se présente comme celui qui fait le sale boulot que les autres politiciens n'assument pas.

Mais qu'on ne s'y trompe pas, l'ensemble du gouvernement le soutient. Charles Michel l'a rappelé et il a justifié les rafles du parc Maximilien pour des raisons de santé publique et de lutte contre la traite des êtres humains ! Face à des pauvres qui fuient la misère et campent dans un parc, la logique de Michel est implacable : au lieu de leur proposer un logement, il les renvoie chez eux. Mais, hypocritement, il leur offre le choix : le retour volontaire ou le retour forcé !

Et cela s'inscrit dans la politique de tous les pays européens de refouler la pauvreté à l'extérieur. Certes, pour la forme, des règles sur l'asile politique sont mises en place. Mais elles sont un véritable parcours d'obstacles juridiques et servent avant tout à se donner bonne conscience pour pas cher.

L'an dernier, les guerres et la pauvreté ont chassé plus de 65 millions de personnes de chez elles, dont 21 millions vivent dans des campements et sont con-

sidérées comme réfugiés. Contrairement aux discours des Francken et de l'extrême droite, seule une toute petite partie arrive en Europe. La plupart des autres trouve refuge dans les pays voisins, guère plus riches ni plus stables. La Turquie en accueille 2,5 millions, le Pakistan 1,6 million. C'est bien plus que l'Europe qui n'accueille que 6% des réfugiés. Et on a vu comment les pays européens se sont battus entre eux pour en recevoir le moins possible.

Il faut être hypocrite, démagogue et salaud – ensemble ou séparément – pour prétendre qu'un pays riche d'Europe occidentale ne peut pas accueillir quelques milliers de réfugiés. Le faire ne serait que rendre une infime parcelle de ce que les puissances impérialistes, dont la Belgique à son échelle, ont pillé et volé au fil des siècles et de ce qu'elles ont saccagé et détruit par leurs interventions militaires.

Mais la politique anti-réfugiés du gouvernement va au-delà de la simple « méchanceté ». Quand Francken joue au « dur » contre quelques migrants, il envoie un message à la fois au patronat et aux travailleurs du pays. Aux patrons, il se présente comme un politicien qui n'aura pas peur de faire donner la police contre les pauvres, les réfugiés aujourd'hui, les travailleurs demain. Rappelons-nous que dans les années trente, les premiers à se retrouver dans les camps nazis étaient les communistes et les syndicalistes.

Vis-à-vis des couches populaires, Francken distille le poison du racisme et du nationalisme. Les travailleurs s'inquiètent à juste titre pour leur avenir face à ces crises qui n'en finissent plus, face au chômage persistant et à une précarité croissante. Michel, Francken et tous les politiciens leur disent que leur ennemi, c'est l'immigré qui leur vole leur travail, c'est le réfugié pour lequel il faut payer. Et ils donnent de la matraque à cœur joie.

Aucun d'entre eux ne dit que nos ennemis, ce sont leur maîtres, les capitalistes, qui s'enrichissent en licenciant, qui fabriquent les armes et poussent à la guerre, qui exploitent le pétrole et détruisent les cultures et qui n'hésitent devant rien pour s'enrichir et certainement pas à pousser les populations dans la misère. C'est pour cela que nous disons que les migrants sont nos frères de classes et que nous devons nous battre avec eux contre cette société injuste.

Après l'avoir lu, fais circuler ce bulletin

Diviser pour mieux régner

Quand on ne voit plus un collègue, on pense qu'il a changé de roulement ou de tendance, c'est tellement le carrousel permanent avec Harmony, ou bien on pense qu'il est malade ou même qu'il a quitté la société. Eh bien, il n'est pas rare que le collègue soit en AT, et souvent en AT pour agression. Le patron organise le silence autour des mauvaises conditions de travail. Il veut que chacun subisse dans son coin sans faire de bruit. Il craint notre capacité de réaction collective.

La véritable fonction du PM

Un PM qui s'arrangeait pour donner aux agents les vacances qu'ils voulaient, même quand le dépôt était en négatif, s'est fait taper sur les doigts par la direction. Le message est clair, un PM doit imposer localement la politique patronale de sous-effectif pour permettre un maximum d'économies ; il n'est pas là pour satisfaire les agents !

Accumulation des plaintes « clients »

Le patron ne fait pas le tri dans les plaintes des usagers ; celles-ci s'accumulent dans notre dossier qui grossit à vue d'œil. Pour le patron, le « client » a toujours raison. La plainte d'un usager pour un bus qui ne s'est pas arrêté est quand même inscrite alors que l'arrêt est desservi par plusieurs lignes et que l'utilisateur n'a pas levé sa main. Le patron ne vérifie rien ; notre parole est mise en doute, pas celle de l'utilisateur. Tout et n'importe quoi se retrouve finalement dans notre dossier qui est utilisé pour nous évaluer. Le patron voudrait que nous dansions comme le « client » siffle. Et quoi encore ?

Publicité des avaries bloquantes

Il y a une nouvelle liste d'avaries bloquantes qui contient 27 points. Ce sont donc 27 avaries des véhicules dont chacune interdit la sortie du dépôt, ou exige le retour immédiat au dépôt. Eh bien, il y a encore de nombreux chauffeurs, mais aussi des agents de la régulation et du matériel roulant qui ignorent l'existence de cette liste. Evidemment, il ne faut pas compter sur le patron pour rendre cette liste populaire. Il faut exiger des syndicats que cette liste soit affichée de manière permanente dans les dépôts et les véhicules.

Commande de taxi insatisfaisante

On doit attendre parfois longtemps un collègue du tram ou du métro qui habite loin de chez nous pour rentrer à la maison avec le taxi commandé alors qu'un collègue du bus qui habite près de chez nous a fini presque en même temps. La direction explique que

c'est parce que c'est un ordinateur qui gère la commande de taxi. Mais justement, l'automatisation devrait permettre une meilleure optimisation ! Et si c'est géré par ordinateur, pourquoi ce n'est plus possible de commander un taxi par le portail après 19 heures ? Nous sommes donc forcés de nous soucier du boulot avant l'heure pour les services de nuit !

Les attaques du gouvernement Macron

En France, le fond des mesures contenues dans les nouvelles ordonnances du gouvernement Macron est de permettre aux patrons d'avoir les mains libres vis-à-vis de leurs salariés, pour modifier le contrat de travail, les conditions d'emploi, pour renforcer la précarité et pour licencier à leur guise. Il s'agit de renforcer considérablement la liberté d'exploiter dont le patronat use et abuse déjà sans vergogne.

Non seulement les millions de travailleurs peuvent et doivent dire non à cette perspective mais ils ont le pouvoir de mettre un terme à ces reculs et de faire ravalier son texte à Macron. Ce ne serait pas la première fois que la mobilisation des travailleurs dans les usines, les bureaux et la rue obligerait un gouvernement à remiser les lois qu'il avait déjà fait voter !

Taxe Caïman... qui ne mord pas !

Après le scandale des Panama Papers où on apprenait que des bourgeois de tous les pays cachaient des immenses fortunes dans des paradis fiscaux pour éviter l'impôt, le gouvernement belge créait la « taxe Caïman » pour imposer les fraudeurs. Elle aurait dû permettre de récupérer 460 millions d'euros. On apprend aujourd'hui que c'est seulement 50 millions qui sont revenus dans les caisses de l'Etat.

Quand il s'agit d'attaquer les pensions et les salaires des travailleurs, le gouvernement n'hésite pas. Par contre, quand les délinquants capitalistes enfreignent les lois, il élude. Dans une société capitaliste, faire confiance à l'Etat pour faire payer les riches est vain. Il n'y a que nous qui pouvons le leur imposer.

Restructuration chez BNP

BNP Paribas a décidé de fermer 65 agences bancaires. 300 travailleurs sont concernés. La direction s'est empressée d'annoncer qu'il n'y aurait aucun licenciement. On sait à quoi s'en tenir avec les promesses des patrons. De plus, la direction n'a rien promis pour la cinquantaine d'agences supplémentaires qui vont être mises en franchise. Il faudra que les travailleurs fassent respecter leurs intérêts lors de cette restructuration !